

pellation se rattache à celle de MM. de Castellan, d'Haussonville et Johnston; quand ils l'ont retiré, ils ont dit qu'ils n'abandonnaient pas les grands intérêts qui les avaient guidés. M. Gambetta posa alors la véritable question, c'était celle de l'état de siège, qui devait, selon lui, disparaître.

M. de Gaulle a essayé tout à l'heure une sorte de justification du plus monstrueux arbitraire; nous venons, nous, dire à l'Assemblée qu'après avoir renvoyé les délits de la presse à l'examen du jury, elle ne peut maintenir inexorablement le régime de l'état de siège; j'attends pour combattre ce système le concours de nos collègues de la droite.

M. DUPIN déclare que l'action du parti radical s'est exercée dans l'Hérault avec une extrême énergie, la presse s'y livre à des attaques continuelles contre l'armée, la magistrature et la religion. Un régiment qui y était en garnison était l'objet d'une telle persécution qu'on a dû l'envoyer à Vesoul, où il croit être dans un véritable paradis (Hilarité). Un maire a été condamné à deux mois de prison pour avoir frappé un gendarme, un autre maire à un mois de prison pour avoir insulté un magistrat (Bruit).

La République de l'Hérault a été condamnée quatre fois par diffamation.

MM. ARBAZ, GAMBETTA, SCHELCHER, NANGIS, etc., proposent un ordre du jour ainsi conçu :

« L'Assemblée Nationale, convaincue que l'application de la loi d'avril 1871 permettrait de concilier les nécessités de l'ordre public avec la liberté de la presse, invite le gouvernement à proposer la levée de l'état de siège et passe à l'ordre du jour. »

L'ordre du jour pur et simple est demandé; un scrutin a lieu, en voici le résultat :

Nombre des votants	626
Majorité absolue	314
Pour	458
Contre	168

L'Assemblée a adopté l'ordre du jour pur et simple.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur le projet de loi relatif aux commissions administratives des établissements de bienfaisance.

M. DUPANLOUP soutient la nécessité de la présence de l'élément religieux dans ces commissions; il déclare que c'est au christianisme que sont dus ces établissements. (Violentes interruptions à gauche). Nous avons, dit-il, fondé le capital de la charité sur la terre, nous avons créé la charité elle-même. (Applaudissements à droite). L'antiquité avait fait de la compassion une faiblesse, un vice. (Bruit).

A l'heure qu'il est, nous continuons et nous venons de créer 120 hospices nouveaux avec l'aide des petites-soeurs des pauvres.

Une voix à gauche : Et en Espagne ?

M. LE PRÉSIDENT. Ces interruptions sont de la dernière inconvenance. Qu'on ne recommence pas. (Applaudissements à droite).

M. DUPANLOUP. On comprend donc que pendant longtemps le clergé ait été seul l'administrateur du bien des pauvres; puis l'élément laïque est intervenu et a fini par prédominer; j'y consens; mais il n'est pas juste de nous chasser comme on fait la Convention du domaine de la charité. (Applaudissements à droite et aux centres).

Notre présence, d'ailleurs, est utile aux pauvres, car elle rend les aumônes plus abondantes; on s'adresse à nous quand on veut faire une bonne œuvre, on a confiance en nous. (Très-bien !). Enfin, le prêtre est le plus compétent en matière de charité; il est non-seulement l'homme de Dieu, mais l'homme du peuple. (Très-bien !).

On a objecté que la présence d'un ministre des cultes ferait repousser les pauvres appartenant à une autre religion; je ne puis jamais occuper de la religion de celui qui souffre; à Orléans, pendant les misères de la guerre, y a-t-il eu conflit de religion, y a-t-il eu distinction ? (Applaudissements).

Je crois qu'il y a une lacune à combler dans le système de la commission; on prétend qu'il faut séparer les éléments laïques et religieux, mais les séparations n'ont jamais rapproché personne. (Très-bien !).

On a dit que l'aumône humiliait, elle n'humilie pas quand elle est faite avec la charité chrétienne; on a dit que la misère était d'institution divine, non; elle est imperfection humaine; c'est la charité qui est d'institution divine. (Applaudissements). Le christianisme a relevé et ennoblit le travail. Je vous demande d'adopter l'amendement de M. de Guiraud. (Applaudissements).

La suite de la discussion est renvoyée au lendemain.

Le futur récipiendaire de l'Académie française, M. le duc d'Aumale, devait lire le 27 mars, à une commission désignée par le sort, le discours qu'il prononcera dans la séance du 3 avril. Cette commission est composée de MM. Vitet, de Champagny, Lebrun et Nisard; elle sera présidée par M. Marmer, directeur en exercice, assisté de MM. de Carné, chancelier, et Patin, secrétaire perpétuel. Le directeur et le chancelier qui étaient en exercice au moment de la mort du comte de Montalembert — MM. Cuvillier-Fleury et Legouvé — sont de droit membres de la commission.

La lecture faite, le nouveau membre de l'Académie sera, suivant l'usage, admis aux honneurs de la séance en attendant sa réception publique.

Le gouvernement a signé le 26 mars, avec les compagnies des six grands réseaux français, une convention spéciale qui a pour but d'assurer le service des voies ferrées en temps de guerre, soit à l'intérieur, soit en pays ennemi.

Les employés des compagnies reprendraient leurs emplois après un passé sous les drapeaux, ce qui ne les empêcherait pas de faire les quatre années restant à accomplir en cas de mobilisation.

De leur côté, les compagnies s'engagent à recevoir et à payer, comme les autres employés, environ 400 soldats des compagnies d'ouvriers du génie militaire, auxquels elles donneront une instruction professionnelle spéciale.

La République française parle, d'un curieux procès qui serait à la veille de se dérouler devant le tribunal civil. Il s'agit d'une revendication venant de Chislehurst. Dans les premières années de l'empire, l'impératrice, par acte passé devant M. Moquard, notaire, fit don à l'assistance publique d'une somme de 150,000 francs, destinée à la fondation perpétuelle, à l'hospice des incurables, de 12 lits, dont 6 pour les hommes et 6 pour les femmes.

D'après les conditions de la donation, l'impératrice s'était réservée le droit de nomination à ces lits, et elle en a usé tout ce qu'elle est restée en France.

Après la mort de Napoléon III, en rangeant de vieux papiers, on mit la main sur le contrat de 1854. Les habiles de l'entourage virent immédiatement un parti à en tirer. Evidemment, les conditions de ce contrat avaient dû être violées. Des décès s'étaient certainement produits parmi des décès vieillards qui occupaient les lits sous l'empire, et sans demander à la fondatrice ses volontés, l'administration avait dû pourvoir aux vacances. Il y avait là matière à chicane; peut-être n'était-il pas impossi-

ble de rentrer dans les 150,000 francs de la donation.

M. Rouher écrit donc au préfet de la Seine une lettre dans laquelle il revendiquait, pour l'impératrice, les droits stipulés dans l'acte notarié, et demandait la nomenclature des lits vacants.

Or un décret a été rendu récemment, qui déposait la fondatrice de ses droits de présentation pour les transmettre au chef du gouvernement.

L'affaire est là. La République française annonce que le procès sera poursuivi.

Les journaux parisiens du 28 mars contiennent les dépêches suivantes :

Rivesaltes (Pyrénées-Orientales) 27 mars. — Les opérations du tirage au sort ont été interrompues hier par des désordres. Les gendarmes ont été assaillis à coup de pierre. Le capitaine a été blessé. Les gendarmes ont fait feu. Il y a eu un tué et plusieurs blessés. Une certaine agitation règne dans la population. Des troupes venues de Perpignan ont rétabli le calme. Une instruction a été commencée et plusieurs arrestations ont été opérées. Les pompiers ont été désarmés.

Perpignan, 27 mars, 7 h. soir. — Un escadron et un bataillon rétablissent l'ordre. Pompiers désarmés. Aujourd'hui, tout va bien. Beaucoup de blessés. Un garçon tué. Les émeutiers ne voulaient pas voir de gendarmes.

Nîmes, 26 mars. — Des désordres ont éclaté à Nîmes. Ils ont facilement été réprimés.

Le Journal l'Union annonce que la mise en liberté sur parole du maréchal Bazaine est très probable, même dans un délai prochain, et l'un des correspondants de Versailles de la Liberté lui écrit que MM. Bamberg et Deschamps doivent interpellier le gouvernement relativement aux bruits mis en circulation au sujet du procès du maréchal Bazaine, et de sa mise en liberté sur parole, annoncée par la feuille cléricale.

Le Corsaire a ouvert une souscription destinée à couvrir les frais de voyage et de séjour d'un certain nombre d'ouvriers français à l'exposition universelle de Vienne en 1873.

On lit dans la Gazette des Tribunaux :

« Les douze individus arrêtés, rue Sedaine, 41, chez le sieur Coindat, sous inculpation d'association illicite, ont été interrogés à Mazas, par M. Querquet, juge d'instruction chargé de l'affaire. Le sieur Gromier, qui avait été écroué au dépôt, a été également amené dans le cabinet du magistrat instructeur. »

De nouvelles perquisitions ont été opérées au domicile de certains des inculpés et ont amené la saisie de documents très intéressants, ainsi que d'une assez grande quantité de brochures politiques de toute nature; on a trouvé notamment chez le sieur Coindat, attaché au journal l'Espérance nationale, de nombreux exemplaires des Lettres au peuple, par M. Jules Amigues, et plusieurs brochures publiées par Arthur Montanville.

L'instruction de cette affaire, qui semble devoir être menée avec une grande célérité, mettra au jour des faits assez curieux au sujet de certaines intrigues politiques.

Dans l'audience du 26 mars de l'affaire des grands chefs arabes, l'avocat général, M. Piette, dans un brillant réquisitoire, fait historique des faits qui ont amené l'insurrection; il dit que Mokran était une intelligence supérieure, aveuglée par l'orgueil et l'ambition. Mezrag a hérité de son commandement, mais non pas de son esprit chevaleresque.

Parlant ensuite des responsabilités, M. Piette dit que celle du régime militaire a été bien grande; cependant, s'il y a eu des fautes, il n'y a pas eu de crimes.

Il serait, dit-il, convenablement injuste de confondre l'armée avec les bureaux arabes; il serait injuste surtout de la rendre solidaire des actes de ces derniers.

NECROLOGIE. — M. Orlolan, le savant professeur de l'école de droit, est mort le 29 mars à trois heures.

Il était âgé de soixante-douze ans.

On annonce également la mort de M. Sanfourche, le vétérinaire bien connu, mort à la suite d'une chute de cheval, à Maisons-Laffitte, ainsi que celle de M. Nouette-Deleims, directeur du Journal des Travaux publics et de M. Boulet, directeur du théâtre de la Gaieté.

On annonce enfin la mort de M. Mongin, l'expert dont il a tant été parlé au moment des affaires Mirès, et qui a été poursuivi devant toutes les juridictions par le célèbre financier.

Le comte Olivier de Kermel, qui, dans un accès de jalousie, ayant tué son frère, avait été condamné aux travaux forcés à perpétuité par la cour d'assises du Finistère, vient de mourir, à l'âge de quarante-cinq ans, au bagne de Toulon, où il était arrivé depuis quelques mois à peine.

Cette triste victime d'une passion inconcevable a succombé de désespoir et de chagrin.

Le corps du défunt a été livré à sa mère, qui s'est rendue à Toulon pour remplir une dernière et triste mission.

Grande-Bretagne.

CHAMBRE DES COMMUNES.

Séance du 25 mars.

M. ANDERSON appelle l'attention de la Chambre sur les nombreuses fluctuations dans le taux de l'escompte qui se produisent depuis quelques années et propose la nomination d'une commission d'enquête chargée d'indiquer les mesures à prendre pour en amoindrir l'importance. Ces fluctuations, qui sont surtout sensibles depuis 1844 et ont une influence fâcheuse sur les affaires, doivent être principalement attribuées aux règlements financiers de la Banque d'Angleterre.

L'orateur désire la formation d'une banque nationale, indépendante à la fois de toute spéculation commerciale et de toute action gouvernementale. Le principal reproche à faire aux banques c'est d'être des entreprises éminemment commerciales, pendant de vue que leur mission est de favoriser le mouvement commercial et non pas de l'enrayer. Les statuts de la Banque d'Angleterre ont procuré à cet établissement le monopole des opérations financières, et, ce qui le prouve, c'est qu'aucune banque nouvelle ne s'est établie en Ecosse depuis 1844, date des statuts de cette banque.

A cette même époque, les banques d'Ecosse avaient douze millions de capital et seulement treize millions de dépôts; aujourd'hui, le nombre de ces banques est diminué de beaucoup, leur capital n'est plus que de neuf millions, mais, par contre, le chiffre des dépôts s'élève à 75 millions. Le système actuel a un autre inconvénient contre lequel on ne pourrait trop s'élever, c'est que les bénéfices provenant de l'émission du papier-monnaie non garanti par une somme correspondante de numéraire entrent dans les caisses des associations commerciales au lieu d'entrer dans celles de l'Etat. La Banque d'Angleterre a le droit d'émettre des billets jusqu'à concurrence de 16 millions de livres sterling, sans être tenue de conserver un seul souverain ou une seule once d'or dans ses coffres. Les autres banques anglaises réunies peuvent en émettre jusqu'à concurrence de 7,250,000 livres; les banques écossaises jusqu'à concurrence de 2,750,000 livres.

Cet budget, pour l'année financière 1873-74, dépasse de 340,000 liv. st. (8,500,000 fr.) celui de l'année précédente, et ceci est expliqué par le prix croissant du charbon, du fer, du matériel et des salaires. Il s'élève en totalité à 9,633,000 livres, et cette somme, selon M. Goschen, ne paraît pas excessive quand on se rappelle les devoirs multiples de la marine. C'est à elle qu'appartiennent en effet tous les devoirs de la marine, de veiller à la sûreté des sujets anglais dans toutes les contrées maritimes, de travailler à la suppression de l'esclavage, de soutenir les

agents diplomatiques partout où ceux-ci le demandent, de protéger les pêcheries, d'entretenir le commerce et les communications entre les diverses parties de l'empire, de faire le service de la douane sur les côtes et de défendre enfin, en cas de besoin, la patrie attaquée.

L'Angleterre, d'après l'exposé de M. Goschen, possède actuellement 114 navires de guerre. La France n'en a que 49; les Etats-Unis disposent de 45 et l'Allemagne de 12. De ces 114 navires, 23, c'est-à-dire une douzaine de plus que n'en compte la marine réunie de ces trois Etats, sont cuirassés. Le service de ces trois Etats, plus l'entretien de 138 navires appartenant à divers emplois. La marine de guerre est divisée en onze escadres dites du Canal, de la Méditerranée, des Indes occidentales, de l'Amérique du Sud, du Pacifique, de la Chine, de l'Australie, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique de l'Est. Le nombre des marins s'élève à 61,000, et l'entretien du personnel absorbe 5,565,000 liv. st., chiffre qui n'est pas possible de réduire.

En ce qui concerne les constructions navales, M. Goschen fait observer que l'armement a fait construire chaque année, depuis quelque temps, des navires dont la capacité totale s'élève à 20,000 tonneaux; que depuis 1862 il a été lancé 148 navires jaugeant 220,000 tonneaux, dont 148,000 sont cuirassés, et qu'en somme le nombre des bâtiments non cuirassés a diminué. Le ministre demande le crédit nécessaire pour continuer la construction des navires cuirassés et non cuirassés sur le même pied que précédemment et dans la proportion de 14/20 des premiers et de 6/20 des seconds.

Répondant à diverses remarques faites sur l'état actuel de la marine anglaise et sur la supériorité que domierait à un Etat quelconque, et à la Russie notamment, la possession d'un ou deux navires de la force du *Pierre-le-Grand*, le premier lord de l'Amirauté a cherché à calmer les inquiétudes des pessimistes. Il a fait observer d'abord que le *Pierre-le-Grand*, dont on préparait la cuirasse à Sheffield, ne serait achevé que dans deux ans; il a constaté ensuite que l'Angleterre était extrêmement puissante en navires cuirassés, et qu'elle en possédait douze qui n'avaient pas leurs semblables dans toutes les autres marines réunies, savoir : la *Devastation*, le *Thunderer*, le *Monarch*, l'*Hercules*, le *Hotspar*, le *Sultan*, l'*Audacious* et ses cinq pareils. L'Angleterre, a dit M. Goschen, agit d'une autre manière que la France en matière de construction navale. En France, on a commencé simultanément la construction de nombreux navires qu'on a mis longtemps à finir; en Angleterre, ce travail s'est fait sur une moindre échelle et la porte a été laissée ouverte aux améliorations. La marine du premier pays sera donc plus homogène et celle du second plus parfaite. Pour maintenir celle-ci au rang, trois classes de bâtiments cuirassés sont d'après l'exposé, nécessaires pour la défense des côtes d'abord, pour la lutte et la croisière éloignée ensuite.

Les crédits demandés ne seront appliqués en partie qu'à la construction de navires des deux dernières classes, ceux de la première étant déjà en nombre suffisant et dépassant en puissance ceux des autres contrées. On suivra, dans l'adoption des modèles, les meilleurs principes connus à présent et déjà appliqués par l'Amirauté, et de cette manière, l'Angleterre se maintiendra au rang de puissance maritime de premier ordre.

On lit dans le Journal des Débats :

« La défense des privilèges de l'Eglise anglicane fait partie du programme des Tories en Angleterre; les déclarations récentes de M. Disraeli, à la Chambre des Communes, suffisent seules pour le démontrer. Il peut paraître cependant singulier de rencontrer le chef de *Her Majesty's opposition* parmi les adversaires d'un projet de loi en faveur duquel militant, à défaut de ce que vous voudriez qu'on vous fit, le sentiment et le sens commun. Nous voulons parler du *Burial Bill* ou de la loi sur les enterrements qui vient d'être soumise par M. Osborne Morgan à la Chambre des Communes, et dont la *Church Association*, Société évangélique par excellence, reconnaît elle-même l'opportunité. »

On sait qu'on désigne en Angleterre sous le nom de *non-conformists* ou de *dissenters*, les protestants qui, rejetant l'acte d'uniformité de 1662, ne font pas partie de l'Eglise anglicane. Dans certaines parties de l'Angleterre, dans le pays de Galles, par exemple, les non-conformistes forment les trois quarts de la population. Et cependant, en vertu de la législation actuelle, il ne leur est pas permis de faire ensevelir leurs morts avec l'assistance de leurs ministres dans le cimetière de la paroisse à laquelle ils appartiennent, et d'autres cérémonies que celles de l'Eglise anglicane ne peuvent être accomplies sur la tombe des défunts. Le droit d'officier dans le cimetière de paroisse est réservé aux ministres de l'Eglise établie.

Cette règle, qui a cessé d'exister en Ecosse et en Irlande, avant même le *dissatisfaction* de l'Eglise officielle, est encore strictement appliquée dans l'Angleterre proprement dite et dans le pays de Galles. Sur les 13,000 paroisses que comptent ces deux pays, il n'y en a que 531 qui possèdent un cimetière spécial où les ministres non-conformistes puissent officier.

C'est à cet état de choses que M. Osborne Morgan a voulu porter un remède. Le projet de loi qu'il a déposé respecte les droits acquis et ne blesse aucune conviction religieuse. Il porte, en substance, que tout ministre ou tout membre d'une congrégation religieuse enregistrée pourra accomplir dans les cimetières, à l'occasion des enterrements, les cérémonies adoptées par cette congrégation, pourvu que ces cérémonies aient un caractère exclusivement religieux, et qu'à défaut de rituel, elles ne consistent que dans la lecture de prières, d'hymnes ou de passages des Ecritures.

« Les droits du prêtre de la paroisse sont réservés, en ce sens qu'il devra fixer l'heure de la cérémonie pour laquelle les services ne seront pas requis, qu'il percevra les mêmes honoires que ceux auxquels il aurait eu droit s'il était prêtre du ministère. »

Il est très difficile d'imaginer sur quels motifs sérieux s'appuierait M. Disraeli pour combattre une semblable proposition. La multiplication des cimetières pour bien des raisons, et il est recommandé en réalité que de faire disparaître les sépultures qui offensent une partie de la communauté sans profiter à l'autre.

Aussi le chef de l'opposition a-t-il eu recours à des arguments d'ordre sortilège. Il a signalé comme menacés par des doctrines criminelles l'Eglise anglicane, ou plutôt toutes les Eglises et la religion en général; ce qu'il craint, a-t-il dit, c'est que le souffle empoisonné ne pénètre en Angleterre; ce qu'il désire, c'est la fin des luttes de sectes; et pour arriver à ce but, il a demandé à tous les partis de se grouper et d'user de toute leur influence contre un adversaire qui, s'il venait à triompher, « dégraderait le pays et détruirait la religion. »

Cet appel n'a pas été entendu de la majorité libérale de la Chambre, qui s'est reformée à cette occasion, 280 membres contre 217 se

sont prononcés en faveur de la mesure proposée.

« L'opposition a été vaincue sur le terrain, très défavorable il est vrai, qu'elle avait choisi, et le vote du projet Morgan est pour le libéral, qui s'est retrouvé unanime, et pour le gouvernement actuel, qui n'avait pas, il est vrai, directement proposé le bill, mais qui l'avait appuyé, un véritable succès. C'est un coup de plus porté à l'esprit exclusif des sectes et des confessions, et une satisfaction donnée aux partisans de la liberté religieuse. »

La commission spéciale choisie par la Chambre des Communes pour ouvrir une enquête sur la cherté et la rareté de ce combustible, a commencé ses travaux sous la présidence de M. Ayrton.

Voici ce que dit à ce sujet la *Pall Mall Gazette* :

« M. Meade, archiviste, adjoint des mines, est le premier témoin appelé par la commission. Il déclare qu'en 1867 la production du charbon dans toutes les mines de la Grande-Bretagne s'élevait à 107,375,480 tonnes. En 1868, elle était de 103,014,000 tonnes; en 1869, 107,000,000; en 1870, 110 millions; en 1871, 117 millions, et en 1872 elle a été de 120 millions de tonnes. Pendant cette période, le nombre de charbonnages en opération a été comme suit : 3,258 pour 1867; 2,922 en 1868; 2,857 en 1869; 2,851 en 1870; 2,816 en 1871; en 1872 on pense que le nombre des charbonnages a dû être plus considérable, à cause des nouveaux puits qui ont été ouverts. »

« L'exportation du charbon a été ainsi qu'il suit pendant les mêmes années, savoir :
En 1867, 10,565,829 tonnes; en 1868, 10,967,000; en 1869, 10,745,000; en 1870, 11,702,000; en 1871, 13,748,000, et en 1872, 13,212,000 tonnes. »

« La plus forte consommation de charbon dans le pays a été faite par les fonderies de fer en saumon. En 1867, la quantité totale de charbon employée pour la transformation du minerai en saumon fut de 14,283,000 tonnes et pour sa conversion en fer en barres de 14,049,000 tonnes, tandis qu'en 1871 la consommation pour fer en saumon a été de 19 millions 881,000 tonnes et pour fer en barres de 18,658,000 tonnes. Les états de la consommation pour l'année 1872 ne sont pas encore complets; il y a tout lieu de croire qu'il y a eu augmentation dans le chiffre de la consommation. »

« La quantité totale de charbon employée en 1869 pour les manufactures de toutes sortes a été de 79 millions 170,000 tonnes, laissant un surplus de 17 millions 512,000 tonnes pour la consommation domestique. La consommation par tête d'habitant a été évaluée à 14 quintaux. Dans ce chiffre cependant l'Irlande n'est pas comprise. »

« Le témoin n'a aucune raison de croire qu'il y ait eu une grande augmentation dans la consommation annuelle de charbon dans les diverses fabriques, celles du gaz exceptées, depuis 1877. »

« En 1868, la quantité de charbon transporté à Londres a été comme suit :

« Par chemins de fer, 2,986,860 tonnes; par mer, 2,981,000. — En 1869 : par chemins de fer, 3,348,000 tonnes; par mer, 2,873,000. — En 1870 : par chemins de fer, 3,765,000 tonnes; par mer, 2,993,000. — En 1871 : par chemins de fer, 4,449,000 tonnes; par mer, 2,602,000. — En 1872 : par chemins de fer, 5,070,000 tonnes; par mer, 2,548,000. Ces chiffres étaient les quantités nettes restantes pour la consommation après déduction de l'exportation. »

« La consommation de charbon dans les différentes fabriques de Londres a été comme suit : 1867, 3,000,000 de tonnes environ; 1870, 3,500,000 tonnes; 1871, 3,239,757 tonnes, et en 1872, 3,365,000 tonnes. »

« Sous le rapport des prix, le témoin les a fixés, pour le Newcastle et Walsend, à 22 shillings; les cours les plus élevés ayant été de 29 shillings, et les plus bas de 18 sh. La moyenne pour Holywell Main en 1872 a été de 24 sh., les plus hauts cours ayant été de 30 sh., et les plus bas de 9 sh. 6 d.; plus bas, 20 sh.; Sunderland Wallsend, moyenne, 24 sh., plus hauts cours, 29 sh.; plus bas 18 sh. 6 d. »

« A la clôture du témoignage de M. Meade, la commission s'est adjournée jusqu'au 27 mars. »

Le comité des antiquaires de Londres a chargé son président, lord Stanhope, de solliciter du chancelier de l'Echiquier son concours financier pour des fouilles à exécuter dans l'ancienne Troade, en vue de rechercher les tombeaux d'Achille, de Patrocle, d'Ajex, de Priam et d'Hector. On lira avec intérêt la réponse suivante que M. Lowe vient d'adresser à lord Stanhope, et qui est une véritable leçon d'économie politique :

« Mylord, »

« J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre dans laquelle Votre Seigneurie recommande d'explorer aux frais du trésor public les tumuli qui se trouvent dans les plaines de la Troade. Cette entreprise a pour but d'acquiescer à des questions fort douteuses. Il y a trois à 1,800 ans, un poète romain, Virgile, a écrit : *Eliam perire ruinas*. Votre Seigneurie cite comme argument l'exploration du temple d'Éphèse. Ce travail a été entrepris par les administrateurs du Musée britannique, non pour rechercher le site et la forme du temple, — question tout à fait en dehors de la sphère du conseil, — mais en vue de recueillir les reliques de l'art antique enfouies dans les ruines. L'exploration du site n'est qu'un objet accessoire. Il s'agit surtout d'acquiescer des spécimens de la statue et de l'architecture antiques. On en peut dire autant des excavations faites à Budrose, à Priene, à Rhodes et à Halicarnasse. En ce qui concerne la Troade, il y a peu de chance d'entrer en possession de quelque objet qui rémunère les recherches, et la question doit donc être jugée d'après ses propres mérites, et sans se préoccuper des honneurs ordonnés pour le Musée britannique. »

« Il s'agit de savoir si des excavations entreprises en vue de confirmer l'Iliade, justifient la dépense des deniers publics. Je regrette de devoir dire que, d'après moi, il n'en est pas ainsi. Cette dépense n'a pas d'utilité pratique. Elle ne servirait qu'à satisfaire la curiosité de ceux qui croient que les récits d'Homère sont de l'histoire et non la création de l'imagination du poète. »

« Mais, tout en regrettant de ne pouvoir me rallier à l'opinion de Votre Seigneurie, je crois qu'il existe un moyen de recueillir les fonds nécessaires. On dit que l'enthousiasme classique de l'Europe a délivré la Grèce du joug de la Turquie. L'enthousiasme littéraire de l'opulente Angleterre n'est-il pas à la hauteur d'une entreprise qui aurait pour but d'explorer des sites qui parlent chaque jour à l'imagination de tous les lettrés ? Le *Daily Telegraph*, avec ma cordiale approbation, fait explorer à ses frais les secrets enfouis dans le sol de la Mésopotamie. Pourquoi-t-on dire qu'un groupe considérable de nobles et de gentlemen anglais ne trouve pas de meilleur moyen de satisfaire une curiosité élevée, que de solliciter le chancelier de l'Echiquier d'y employer l'argent provenant de l'épargne de la classe la plus pauvre de la communauté ? »

« Je regrette sincèrement que l'esprit d'Atticus ne se soit pas transmis aux temps

modernes, et je suis persuadé que si la moitié de l'énergie que l'on met à rechercher le concours du gouvernement était consacrée à stimuler la munificence des particuliers, cet objet et beaucoup d'autres du même genre pourraient être réalisés de la façon la plus aisée et la plus complète. »

« Je reste, mylord, votre obéissant serviteur. »

— On écrit de Londres, 25 mars, à la Presse :

« Le révérend Vyvyan Henri Moyle, un homme de mérite possédant des relations très-belles dans le monde cléricale et politique, membre de plusieurs sociétés savantes, telles que la Société royale des arts, géographique, etc., occupant une haute position dans le pays et très-estimé de tous les habitants, a comparu hier devant la cour d'assises de York, sous la terrible accusation de faux, qui est punie en Angleterre des travaux forcés à perpétuité. »

« Le révérend Moyle s'est reconnu coupable; il a confessé sans hésitation qu'il avait contrefait un document de la valeur de 22,000 liv. st. (550,000 fr.). La réplique de l'avocat de la défense a été fort courte. Il a simplement demandé l'indulgence de la cour, en raison des antécédents des plus favorables de l'accusé. »

« Le tribunal a condamné Moyle à sept années de travaux forcés. »

Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre, constatant les résultats suivants à la date du 27 mars :

Augmentation : sur les billets en circulation, 578,255 liv. st.; sur les effets escomptés, 1 million 250,738 liv. st.; sur les comptes particuliers, 72,051 liv. st.; sur le compte du trésor, 391,290 liv. st. — Diminution : sur la réserve totale (billets et numéraire), 1,523,101 liv. st.; sur le numéraire, 944,836 liv. st.; sur les billets en réserve, 1,499,320 liv. st.

Italie.

On lit dans l'*Italie* qu'une découverte intéressante pour l'histoire du premier empire vint d'être faite à Florence par M. Thompson : « Il s'agit, dit cette feuille, d'une lettre importante adressée par Napoléon à son frère et que tous les historiens avaient cherchée en vain jusqu'à ce jour. M. Thiers lui-même en constate la disparition dans son *Histoire du Consulat et de l'Empire*. »

« Cette lettre est datée de Bayonne, le 13 juillet 1805, à six heures du soir, et contient les instructions les plus précises et les plus minutieuses relativement aux mouvements militaires. Elle est adressée à Joseph de France, son frère, et que tous les historiens avaient cherchée en vain jusqu'à ce jour. M. Thiers lui-même en constate la disparition dans son *Histoire du Consulat et de l'Empire*. »

« Les mouvements à exécuter par les forces placées sous le commandement du maréchal Bessières et des généraux Dupont, Frère, Godebert et Galois sont détaillés avec une précision toute napoléonienne. La lettre se termine par ces mots, qui portent l'empreinte du caractère impérieux et ne doutant de rien de Napoléon I^{er} : « Soyez sans inquiétude — rien ne nous manquera. Le général Rey, mon aide de camp, envoie demain 10,000 hommes à Fingueres, en Catalogne. Soyez gai,

chargées d'organiser la république et de l'assembler sur des bases solides.

Le gouvernement compte sur toutes les autorités des provinces et sur tous les hommes qui aiment leurs pays, pour l'aider et le soutenir de leurs efforts dans l'œuvre de constitution de la nation, et pour clore à l'avenir la longue période des réactions et des révolutions, qui viennent consumer les forces de ce peuple généreux et tarir les sources de sa prospérité et de sa richesse.

Le général, Hidalgo qui a été cause de l'affaire des officiers d'artillerie, affaire qui a servi en partie de prétexte à l'abdication du roi Amédée, aurait été nommé, dit-on, gouverneur des îles Canaries. Cette nomination pourrait être considérée comme une espèce d'exil.

Portugal.

Le gouvernement vient de demander le 25 mars aux Cortes leur assentiment pour la conclusion du contrat relatif à la pose de deux câbles : l'un entre le Portugal et les États-Unis touchant aux Açores, et l'autre entre le cap Vert et les possessions portugaises de l'Afrique.

Turquie.

(Corresp. part. du Journal de St-Petersbourg.) Constantinople, 8 (20) mars.

Parmi les changements ministériels survenus après le nouvel an musulman (1^{er} du mois Moharrem), le plus important est sans contredit la démission de Khalil-Chérif-Pacha, ministre des affaires étrangères, et son remplacement par Safvet-Pacha, ancien ministre de la justice, qui a eu pour successeur Midhat-Pacha, l'ex-grand-vizir, dans la rentrée dans le cabinet a coïncidé fortuitement avec la retraite de son ami et son partisan politique Khalil-Pacha. En même temps et par la même ordonnance impériale Rechid-Pacha, ancien gouverneur général de Syrie et de Bosnie, a été nommé ministre des travaux publics à la place d'Ismail-Pacha, qui venait d'être installé à ce poste, et qui a été relégué au conseil d'Etat.

Sans rechercher les motifs de ce nouveau revirement ministériel, nous croyons indispensable d'attirer votre attention sur les circonstances étranges dans lesquelles est survenue la démission de Khalil-Chérif-Pacha, d'autant plus que la retraite inopinée de ce haut fonctionnaire a produit une certaine sensation tant dans les cercles diplomatiques que dans le public.

On croyait généralement que la position de Khalil-Chérif-Pacha était complètement raffermie; on disait qu'un homme qui avait su résister au courant dangereux et à quelques ministres, pourrait facilement, surtout avec l'aide et l'appui de quelques représentants étrangers favorablement disposés envers lui, assurer sa position et rester à son poste malgré les fréquents remaniements qui s'opéraient dans le sein du cabinet. De plus, sa réputation d'homme intelligent qu'il avait et versé dans les affaires politiques semblait définitivement établie, de sorte que le maintien de Khalil-Chérif-Pacha aux affaires était considéré comme indispensable. Telle était l'opinion de la majorité du public et des diplomates.

Tout semblait en outre favoriser les vues ambitieuses du ministre des affaires étrangères, qui, avec l'influence prépondérante qu'il exerçait, pouvait déjà rêver au poste de grand-vizir. La seule chose qui lui avait manqué et à laquelle il tenait beaucoup pour consolider sa position, c'était la faveur du sultan, mais elle était venue inopinément combler ses vœux.

En effet, à la réception générale qui avait eu lieu au palais à l'occasion du nouvel an, Sa Majesté avait montré une bienveillance particulière à l'égard de Khalil-Chérif-Pacha. Lorsque tous les ministres eurent pris congé, le sultan avait fait mander de nouveau le ministre des affaires étrangères et lui avait exprimé, à ce qu'on dit, sa haute satisfaction pour la manière dont il se conduisait et le dirigeait les affaires de son ministère. Sa Majesté s'était entretenue ensuite avec lui pendant plus d'une heure sur les affaires de l'empire en général et sur son désir de travailler directement avec chacun des ministres.

Il paraît que pendant cet entretien le sultan avait touché aussi la question des chemins de fer, parce que le lendemain de l'audience Khalil-Chérif-Pacha réunit chez lui sous sa présidence une commission appelée à examiner la seconde concession accordée par le gouvernement au baron Hirsch, sous le grand-vizir de Mahmoud-Pacha, et d'élaborer le projet de concession du réseau asiatique, en combinant ce travail avec le projet du grand emprunt que la Porte est sur le point de conclure. L'insinuation de cette commission, sous la présidence de Khalil-Chérif-Pacha et en dehors de toute participation du grand-vizir, avait été interprétée par les amis et les partisans du premier comme un symptôme très-défavorable pour Essad-Pacha. On se perdait en conjectures sur le rôle réservé au grand-vizir et on prédisait sa chute prochaine.

Toutefois, le succès remporté par Khalil-Chérif-Pacha n'était que momentané. On assure que lorsqu'il se présenta au palais pour rendre compte au sultan des travaux de la commission, il ne fut pas reçu par Sa Majesté et qu'il reçut l'ordre de s'adresser au ministre des finances.

Deux jours après, Khalil-Chérif-Pacha présenta au choix du sultan quelques candidats au poste d'ambassadeur de Turquie à St-Petersbourg, devenu vacant par le rappel de Rustem-Pacha. Il paraît que le sultan profita de cette occasion pour destituer le ministre des affaires étrangères sous un prétexte plausible.

Le ministre des affaires étrangères ne reçut communication de sa destitution que le lendemain, au moment où il se préparait à aller présider la commission des chemins de fer.

On dit que Khalil-Chérif-Pacha accepterait difficilement un poste à l'étranger, parce que ses affaires de famille lui font préférer le séjour de Constantinople.

Son successeur, Safvet-Pacha, est un homme tout aussi instruit et capable que lui, mais possédant un caractère plus calme. Il a occupé naguère le poste de commissaire de la Porte dans les Principautés danubiennes et plus tard celui d'ambassadeur à Paris. Il est ami sincère du progrès, qu'il voudrait appliquer lentement et sans provoquer de grandes perturbations; sous ce rapport il désavoue les tendances de la « jeune Turquie », laquelle désire une prompt réorganisation du pays, au risque d'aboutir à une désorganisation complète.

La rentrée de Midhat-Pacha aux affaires est considérée comme une espèce de compensation accordée au parti politique auquel appartient Khalil-Chérif-Pacha. On pense néanmoins que Midhat-Pacha ne restera pas longtemps à son poste de ministre de la justice et qu'on finira par lui confier la haute direction d'une province quelconque, où il pourrait appliquer avec succès ses talents administratifs reconnus par tout le monde.

Le sultan et ses ministres sont à l'heure actuelle vivement préoccupés de différentes combinaisons financières concernant le grand emprunt qu'on projette d'émettre pour la construction des chemins de fer de la Turquie d'Asie. L'exécution de cette gigantesque entreprise, qui prépare un brillant avenir aux possessions turques dans l'Asie mineure, semble être définitivement décidée en principe.

Le réseau ferré dont il s'agit aura un parcours de 3,000 kilomètres. Partant d'Ismid, qui est déjà relié à Scutari par un embranchement qui vient d'être inauguré, il passera par Koutahia, Kessaria, Diarbékir, Mossoul et Bagdad et aboutira à Bassora. De cette ligne principale des embranchements iront d'un côté par Alep à Alexandrette, sur la Méditerranée, de l'autre, à Sinope et Samsoun, sur la mer Noire.

Nous apprenons que M. Scott Russell, ingénieur anglais agissant au nom d'un groupe de banquiers, anglais aussi, qui disposent d'un capital de 10 millions de livres sterling, a déjà offert au gouvernement turc — à 80/0 — l'argent nécessaire pour l'exécution de cette vaste entreprise et déclaré se charger de la construction de tout le réseau, d'après un tarif fixant d'avance le coût kilométrique.

Un autre entrepreneur, M. Hausmann, fondé de pouvoirs d'un groupe de capitalistes français, est venu aussi se présenter comme concessionnaire. Il demande une garantie de 80/0 pour les voies ferrées à construire.

La Porte n'a pas jugé acceptables toutes ces propositions, quoique celle de M. Russell, au dire des hommes compétents, présentât des avantages réels.

Pressés par le sultan, qui s'intéresse vivement à la réalisation du projet, les ministres avaient soumis ensuite à Sa Majesté d'autres combinaisons, dans lesquelles le projet d'un grand emprunt était complètement distinct de celui de la construction des chemins de fer.

Ce plan avait été fortement appuyé par Khalil-Chérif-Pacha, qui avait représenté au sultan tous les avantages que le gouvernement pourrait en tirer, mais Sa Majesté s'est abstenue de donner sa sanction au projet élaboré par les ministres, de sorte que l'affaire est en suspens, tant par rapport à l'emprunt que pour ce qui concerne la construction des chemins de fer. Du reste on dit que les ministres ne sont pas plus d'accord à ce sujet.

En attendant, des nuées d'entrepreneurs étrangers, attirés par l'espoir de gains considérables, se sont abattus sur notre ville, en cherchant à exploiter le pays et le gouvernement au moyen de leurs capitaux. On pourrait perdre la tête au milieu des nombreuses propositions dont la Porte est obsédée en ce moment de la part de ces entrepreneurs, et nous devons reconnaître que le gouvernement agit avec beaucoup de discernement en observant une sage réserve à l'égard de ces plans et en tâchant d'en tirer le meilleur parti. Cette réserve est d'autant plus nécessaire que les embarras financiers de la Porte et le défaut d'équilibre dans le budget commencent à se faire sentir de nouveau. Le ministre des finances vient de découvrir un déficit de 10 millions de livres dans le budget courant, à peine comblé, et il y a tout lieu de croire que ce déficit ne pourra être comblé qu'au moyen de l'emprunt projeté. Dans ce cas le restant de l'emprunt serait à peine suffisant pour couvrir la moitié des frais de construction du réseau asiatique, et l'exécution de ce projet devrait être indéfiniment ajournée.

Le déficit provient principalement des armements dispendieux que la Porte entreprend sous l'influence des différentes appréhensions politiques. Ainsi, on dit que le gouvernement a déjà commandé quelques canonnières pour le Danube et des canons de gros calibre pour des fortresses. Outre cela on parle de la nécessité de compléter la flotte cuirassée, qui est déjà assez imposante, par la construction de nouveaux bâtiments, et d'établir des tours blindées sur le Bosphore afin d'assurer la défense des côtes. Tous ces armements demandent des dépenses extraordinaires qui grèvent improductivement le budget. Si l'on se rappelle que sous le grand-vizir de Mahmoud-Pacha le budget présentait, d'après les données officielles, un déficit de 500,000 à 600,000 livres, (supposons le même double) et qu'on compare ce chiffre avec le montant du déficit de l'année actuelle, on est stupéfait de cet énorme accroissement des déficits annuels dans un espace de temps relativement très-court.

Nous sommes peu initiés au système financier du gouvernement ottoman, mais il nous semble que ce système doit être très-simple : Le gouvernement emprunte périodiquement pour couvrir les déficits budgétaires, qui proviennent surtout de la nécessité de payer les intérêts des dettes contractées antérieurement; or, ces dettes augmentent sans cesse, et les intérêts grèvent de plus en plus le budget, tandis que les forces productives du pays restent stationnaires. D'après un pareil système, on pourrait emprunter à l'infini sans aucun danger pour l'équilibre du budget, mais à la condition de trouver toujours le crédit voulu sur tous les marchés de l'Europe.

Notre capitale possède en ce moment beaucoup d'établissements de crédit, qui exploitent le pays et rapportent de beaux bénéfices aux détenteurs des actions des banques, mais malheureusement, à l'exception des chemins de fer et des tramways, aucune autre entreprise industrielle sérieuse ne figure sur notre marché.

Amérique. — Lisbonne, 25 mars. — Les nouvelles de Rio-Janeiro annoncent que lorsque la nouvelle de la proclamation de la république en Espagne est arrivée dans cette ville, le parti républicain a voulu faire une manifestation. L'autorité ayant refusé l'autorisation, le soir, un journal républicain illumina et exposa le portrait de M. Castelar entouré des drapeaux des nations républicaines; il s'ensuivit un conflit avec la police.

Le journal a été suspendu.

Afrique. — Les journaux anglais donnent les nouvelles suivantes, que leur a apportées le paque-

bot à vapeur *Porte-Biafra*, arrivé à Liverpool le 25 mars :

« La célébration de la paix a eu lieu à Cameroons entre le roi Bell et le roi Aqouan.

« La guerre entre Oka Iumbo et Ya Ya est terminée et les trois marchés aux huiles ont été ouverts à Bonny. On s'attendait, en conséquence, à une reprise du commerce.

« On s'attendait à une nouvelle attaque d'Apo-Kuta de la part du roi de Dahomey. Toute la Côte-d'Or était dans un état d'agitation causé par la nouvelle de l'invasion des domaines soumis au protectorat anglais par le roi Ashantee, qui aurait mis à sac et pillé nombre de villages indigènes.

« L'ennemi n'était plus qu'à une journée de marche de la Côte du Cap. »

DERNIÈRES NOUVELLES.

ALLEMAGNE.

LL. AA. RR. le grand-duc de Saxe-Weimar et le grand-duc de Bade ont fait ensemble une visite, le 28 mars au soir, au chancelier de l'empire, prince de Bismarck, et sont restés assez longtemps au ministère des affaires étrangères.

(Norddeutsche Zeitung.)

PRUSSE. — On lit dans la *Deutsche Wochenblatt* :

« L'évêque de Limbourg a adressé aux évêques prussiens une circulaire les invitant à défendre à tous les catholiques de prêter serment à la Constitution, par la raison que les nouvelles lois politico-ecclésiastiques pèchent contre le dogme de l'autonomie de l'Eglise. Cette interdiction doit avoir lieu avant la promulgation de ces lois, et la démarche du prélat est considérée comme l'ultimatum de l'épiscopat pour essayer d'empêcher qu'elles ne soient définitivement établies. »

La *Kreuz-Zeitung* est d'avis que cette nouvelle mérite confirmation, parce que, dit-elle, la conséquence immédiate d'une pareille interdiction serait que tous les fonctionnaires catholiques se verraient obligés de donner leur démission.

GRANDE-BRETAGNE.

Le dîner de tradition que donne chaque année le lord-maire de Londres à ses collègues des provinces, et auquel ceux-ci assistent en costume à côté des ministres en fonctions, des représentants des puissances étrangères et des personnages importants de l'Etat, a eu lieu mercredi à Mansion House, dans l'Egyptian Hall, avec la solennité d'habitude. Comme d'usage, un chœur a chanté le *Benedictus* et les Grâces, un orchestre choisi a fait entendre les morceaux les plus harmonieux, et quand le *Loving Cup*, grand hanap rempli de vin aromatisé dans lequel chacun des convives trempe à son tour les lèvres, a été mis en circulation, la série des toasts a commencé. La reine et la famille royale, l'armée, la marine et la réserve, la Chambre des Lords, au nom desquels M. Childers et le lord-chancelier ont répondu, ont été successivement félicités. Ensuite le lord-maire propose de boire aux nombreux représentants des nations étrangères.

« Les gentlemen étrangers ont toujours manifesté leur vif intérêt pour les institutions anglaises. Je n'hésite pas à les prier de regarder notre réunion comme une image toute paternelle de la liberté britannique. »

« Si, comme je le crois, nos administrations municipales sont la base de nos libertés, ces gentlemen se trouvent ici ce soir en contact immédiat avec les bases de la Constitution anglaise. »

« Je ne saurais dire toute la satisfaction que j'éprouve en ce moment à pouvoir féliciter nos amis les ambassadeurs étrangers et nous-mêmes de ce que l'Angleterre se trouve à présent pratiquement en paix avec le monde entier. »

« Telle est peut-être, plus que toute autre chose, la cause de la grande prospérité de l'Angleterre. Puisse un tel état de choses durer longtemps et offrir aux autres nations les mêmes avantages qu'à nous. Je vous prie d'associer à ce toast le nom de M. l'ambassadeur de France. »

M. le comte d'Harcourt, s'exprimant en français, a remercié le lord-maire en ces termes :

« Le comte de Beust, qui aurait eu naturellement aujourd'hui à porter la parole au nom du corps diplomatique, étant dans l'impossibilité d'assister à votre réunion, je me trouve appelé à l'honneur de le remplacer. Je vous

prie, au nom de mes collègues, de vouloir bien agréer mes remerciements pour l'accueil que vous nous faites, et pour les obligeantes paroles que vous nous dites. »

« Il y a dix-huit mois, c'était également le représentant de la France, M. le duc de Broglie, qui s'adressait à nous dans cette enceinte et dans une occasion semblable. A ce moment, la France, au lendemain d'une guerre désastreuse et d'une insurrection formidable, était encore au début de ce travail de rénovation qu'elle a poursuivi sans relâche et non sans succès. »

« Depuis lors, des événements financiers et politiques qui ne touchent pas une nation seule, mais qui ont un rapport direct avec les vastes intérêts dont la Cité de Londres a le maniement, se sont imposés à l'attention de tous les hommes d'Etat. »

« Lorsque la France, occupée à guérir ses blessures et à acquiescer ses charges, a eu besoin de faire appel au crédit public, elle a trouvé auprès de ses propres capitalistes, ainsi qu'après des capitalistes de l'Angleterre et de l'Europe, un concours et un empressement qui sont certainement un des événements considérables de notre époque. »

« La réussite du colossal emprunt qui vient d'être fait est à la fois un témoignage de confiance très frappant et un plaidoyer qui répond à bien des attaques. Ce résultat prouve deux choses : il montre qu'aux yeux des détenteurs du capital, qui n'ont jamais passé pour manquer de prudence, nos ressources sont énormes et nos agitations superficielles. »

« Il y a la deuxième des faits qui n'intéressent pas seulement la France, mais qui, à des degrés divers, en tenant compte de la solidarité qui unit les places ou les marchés de l'Europe, intéressent tout le monde, et qu'en raison de cette circonstance nous ne pouvons, ne, j'espère, d'avoir replacés sous vos yeux. »

« C'est un ancien et digne usage dans les réunions publiques anglaises que les questions importantes du moment soient continuellement à l'ordre du jour, et julle part cet usage n'a été plus suivi que dans ce local vénérable, où l'on connaît si bien le secret de donner satisfaction aux besoins du présent sans laisser disparaître les formes du passé. »

« Il y a surtout des traditions qui ne vieillissent jamais à Londres, ce sont celles d'une grande et cordiale hospitalité. Un nouveau témoignage nous en était donné tout à l'heure dans les termes les plus courtois, et je suis heureux d'être l'interprète de mes collègues en adressant mes remerciements au lord-maire. »

Les applaudissements dont a été suivie la réponse de l'ambassadeur ayant cessé, le lord-maire a porté d'abord la santé de ses collègues présents et celle des ministres de la reine ensuite, en associant à ce dernier toast le nom du très honorable M. Ew. Gladstone. Le chef de l'administration actuelle, se conformant aux précédents, a répondu par un discours dans lequel il a exposé la politique et la situation du gouvernement, et les événements récents donnaient à ses paroles un intérêt tout particulier.

« Nous avons eu récemment, dit notamment M. Gladstone, l'occasion de faire une nouvelle expérience de l'incertitude des choses humaines et de constater les vicissitudes auxquelles les gouvernements les mieux constitués sont exposés. Nous avons subi un choc et nous nous sommes relevés, et l'un n'a l'autre de ces faits ne nous rendent honteux. »

« Nous sommes tombés pour avoir essayé de donner aux fils d'une contrée-secrue une université dont ils pussent être fiers, abstraction faite de leurs idées politiques et de leur foi religieuse. Le principe que nous avons voulu appliquer sera certainement invoqué encore dans ce pays. En ce qui touche notre rentrée en charge, je dirai qu'elle est due au sentiment du devoir qui nous a fait accepter, poste de d'autres n'étaient pas prêts à occuper. Sommes-nous une ancienne ou une nouvelle administration ? Je ne sais. »

« Peut-être quelques personnes diront-elles que nous unissons la témérité de la jeunesse à la faiblesse de l'âge avancé. Tout ce que je puis répondre, c'est que le jour où le peuple anglais sera de cet avis et nous le fera savoir clairement, il ne trouvera pas de résistance à sa volonté. J'espère, d'autre part, qu'il y aura lieu de penser que nous unissons l'énergie de la jeunesse à la circonspection de la présence des mœurs anglaises et des représentants des puissances étrangères, et de l'importance des corporations municipales et de celle de la Cité

de Londres en particulier, insistant sur la nécessité de laisser à ces corps une grande indépendance d'action. Son discours s'est terminé par un toast au lord-maire. Après une réponse du chancelier de l'Echiquier au toast en l'honneur de la Chambre des Communes, la santé de la lady-mayress a été portée et la fête a pris fin.

ESPAGNE.

Bayonne, 27 mars. — On mande de Madrid le 25 : La crise ministérielle s'accroît. MM. Castelar, Oreiro et Acosta demandent que la démagogie soit énergiquement réprimée.

MM. Pi y Margall, Salmeron et autres veulent au contraire transiger avec les éléments perturbateurs.

Le service télégraphique marche mal à cause de la pluie.

Les ultra-républicains de Reus ont célébré l'anniversaire de la Commune de Paris en déclarant qu'ils acceptaient ses principes.

La *Gaceta popular* mentionne le bruit de tendances séparatistes aux îles Canaries sous le protectorat de l'Angleterre.

Madrid, 27 mars. — Les ministres se sont mis d'accord pour éviter la retraite de MM. Castelar et Acosta. La commission permanente de l'Assemblée a tenu une séance. La discipline se rétablit dans l'armée.

Les lois de la rapine de Rippol, les carlistes ont fait prisonniers 30 soldats; ils ont employé le pétrole pour les obliger à se rendre.

Demain on après-demain paraîtra le décret convoquant les électeurs pour la Constituante.

Le bruit court que les conservateurs ont l'intention de s'abstenir. On dit aussi que beaucoup de républicains andalous feront des déclarations dans le sens unitariste.

Le journal *El Pueblo* prétend que le nombre des républicains unitaires augmente.

La prétendue agitation militaire qui existait à Barcelone est démentie dans les cercles officiels.

Les journaux ici ne croient pas à l'exactitude de la nouvelle d'après laquelle les deux Espagnols arrêtés à Paris, pour société secrète, seraient des agents du gouvernement espagnol, et ils nient qu'ils portent des documents émanés de M. Figueras.

M. Figueras garde le lit par suite d'un gros rhume. La *Correspondencia* dit que M. Figueras considère comme une invention calomnieuse, basée sur des mobiles qu'il croit contraires, la nouvelle annonçant que des lettres de lui auraient été trouvées sur certaines personnes arrêtées à Paris. M. Figueras n'a écrit aucune lettre importante ayant trait aux affaires politiques de France; il n'a de relations avec aucun agent secret et ne craint pas le moins du monde de voir son nom mêlé à aucune question qui puisse le compromettre en quelque façon que ce soit. Le gouvernement a télégraphié à ce sujet à M. Olazaga.

Madrid, 28 mars. — M. Acosta, ministre de la guerre, a déclaré vouloir garder son portefeuille si l'ancienne organisation de l'artillerie est rétablie.

On assure que le ministre a l'intention de confier au maréchal Serrano le commandement général de toute l'armée, afin de raffermir la discipline.

M. Olazaga, ambassadeur à Paris, insiste décidément sur sa demande de démission, que le gouvernement se verra obligé d'accepter.

DERNIÈRES DÉPÊCHES.

AGENCE INTERNATIONALE.

Copenhague, lundi 31 mars.

FOLKETING. — Au cours de la discussion sur le projet d'adresse de méfiance envers le ministère, le président du conseil a protesté énergiquement contre la supposition émise dans ce projet, que la forme du gouvernement parlementaire en Danemark reposerait constitutionnellement sur la majorité du Folkething. — A en juger par cette déclaration du ministre, il est probable que l'acceptation du projet d'adresse n'aura pour conséquence ni la dissolution de la Chambre, ni une crise ministérielle.

SOURCE DE BERLIN DU 31 MARS.

Cours du change.

A 3 semaines sur St-Petersbourg, 90 1/4 th. pour 100 r.
A 3 mois sur St-Petersbourg, 89 1/4 th. pour 100 r.
Prix des billets de crédit russes 82 th. pour 100 r.
Prix de la demi-impériale 5 th. 15 3/4 s.
Emprunt russe de 1892 92 1/2.
Emprunt russe de 1893 92.

Obligations consolidées de 1870 92 1/2.
Emprunt russe 3 0/0 66 1/2.
1^{er} emprunt à lots et primes 130 1/2.
2^e emprunt à lots et primes 128.
5^e emprunt (1894) 77.
6^e emprunt (1895) 91 3/8.
Obligations de la Grande Société des chemins de fer 92 3/4.
Obligations de la Société du chemin de fer Nicot 77.
Actions du chemin de fer de Varsovie-Vienne, 86.

Faits divers.

Avais aux chemisiers donné par le Figaro :

Nous les engageons vivement à se méfier de certain monsieur à favoris blancs, fort élégamment vêtu, qui a trouvé le moyen suivant de se procurer du linge à bon marché.

Dernièrement il entre chez M. V., marchand de blanc. La demoiselle de comptoir était seule à la boutique.

— Mademoiselle, fait l'individu d'une voix aimable, je voudrais voir des chemises en toile.

On lui exhibe toutes sortes de chemises; il fait son choix et demande qu'on lui fasse un paquet.

Le paquet ficelé :

— Etourdi que je suis, s'écrie-t-il, je n'ai pas vu l'effet de ces chemises une fois en place. Ayez donc, mademoiselle, la complaisance d'en mettre une par-dessus votre robe.

La demoiselle de boutique s'empresse d'obtempérer à ce désir.

— Veuillez buttonner le col et les poignets, insiste l'acheteur, que je me rende bien compte de l'effet.

— Et maintenant, ajoute-t-il en prenant le paquet, au plaisir de ne jamais vous revoir !

En même temps, il enfila la porte et disparaissant sans se montrer dans la rue en ce singulier costume, ose le suivre.

Son patron, rentrant une demi-heure après, l'a trouvé toujours vêtu de la chemise fatale et pleurant sur le comptoir.

THEATRE. 7 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe.

Bulletin météorologique.

DE L'OBSERVATOIRE PHYSIQUE CENTRAL DE ST-PÉTERSBOURG.

Lundi 19 (31) mars.

Lieux. Baromètre à 0 m. m. Vent. Température Celsius. Ecart de la val. norm. Humidité relative. Quantité de pluie. Direction et force du vent.

Petersb. : 9 h. s. hier 768 9 +10.1 - 0.4 + 1.8 89 0 NO 1

7 h. m. au. 769 8 +11.2 - 2.7 + 1.3 100 0 O 0

1 h. ap. m. 769 8 +11.0 - 6.1 + 3.9 78 0 O 0

Du 8 (20) mars. Du 8 (20) mars.

Nerchinsk 633 - 13 - 5 + 8 66 10 NE 3

1 Neige. Du 19 (31) mars.

Arkhangelsk 755 + 8 - 2 + 2 82 7 NO 3

Baharab. 765 + 8 - 2 + 2 88 0 E 1

Nicolaïev 765 + 8 - 2 + 2 88 0 O 0

Kuopio 759 + 11 - 4 + 1 100 0 O 0

Tamperes 759 + 11 - 4 + 1 100 0 O 0

Helsingf. 769 + 11 - 4 + 1 100 0 O 0

Petersb. 770 + 11 - 3 + 1 100 0 O 1

Réval 768 + 9 + 4 + 7 77 0 S 1

Dorpat 764 + 11 + 0 + 3 87 0 O 0

Vindau 766 + 10 + 2 + 3 86 0 E 1

Varsovie 757 + 8 + 4 + 2 80 SE 3

Kiew 766 + 11 + 1 - 1 85 0 E 1

Nicolaïev 767 + 7 + 0 - 3 71 0 NE 4

Sevastopol 758 + 2 + 5 - 1 78 10 E 3

Kharkov 767 + 8 + 3 - 6 86 0 NE 2

Moscou 763 + 8 - 1 - 1 87 0 0

Kazan 767 + 8 - 1 - 1 83 0 0

Catherinb. 736 - 10 - 2 - 3 85 10 0 5

Orenbourg 764 - 1 - 10 - 7 93 3 0 2

Riga 766 + 8 + 3 - 4 95 SE 2

Staropol 711 - 11 - 10 - 10 86 10 0 5

ement et en temps opportun à l'usine. 763
at de préparer 10,000 pouds de noir de fumée russe par an.

L'éditeur rédacteur responsable, ANT. E. HORN.